

**BUREAUX**  
 ROUBAIX — 29-31, Grande-Rue. Tél. 227.22, 227.19 et 227.24.  
 TOURCOING — 21, rue de la République. Tél. 227.19 et 227.24.  
 LILLE — 8, rue Faidherbe. Tél. 227.19 et 227.24.  
 PARIS — 22, boulevard de Valenciennes. Tél. 227.19 et 227.24.  
 ROUBAIX — 105, rue de la République. Tél. 227.19 et 227.24.  
**ANCIENS DIRECTEURS**  
 Jean Reboux  
 Alfred Reboux  
 Madame Alfred Reboux

# Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**ASTHME**  
 Laboratoire scientifique de la Pharmacie Française de Roubaix.  
 Docteur VERRONNEAU.  
 Spécialisme pour les troubles respiratoires.  
 M. en pharmacie VERRONNEAU.

**LETTRÉ DE LONDRES**

## L'attitude britannique

On parle beaucoup en ce moment des incohérences de la politique britannique qui s'est mise soudain au service de la Société des Nations, après avoir, pendant quinze ans, résisté aux efforts déployés par la France pour faire du Covenant une réalité. L'explication de cette contradiction nous est peut-être fournie par la vieille formule : « L'Angleterre n'a pas d'amis ou ennemis éternels ; elle n'a que des intérêts éternels ». L'Allemagne, ex-ennemie, en a, semble-t-il, vérifié l'exactitude à son profit et l'Italie, ex-alliée et vieille amie, peut se demander si elle n'est pas en train d'en éprouver la rigueur à ses dépens. En fait, le flottement qu'on a le droit de reprocher à la politique anglaise procède surtout de la nécessité de sauvegarder des intérêts nationaux et impériaux d'un caractère permanent. Personne ne conteste que la sécurité de la route des Indes, la prédominance de la puissance anglaise en Egypte et au Soudan, de même que le prestige britannique dans le Moyen Orient, l'Inde et le Pacifique, exigent que nulle autre nation ne se dresse en rivale dangereuse dans le bassin méditerranéen et sur les bords de la mer Rouge. Il était donc naturel que la tentative de mainmise de l'Italie sur l'Abyssinie provoquât à Londres de réelles inquiétudes. M. Mussolini, qui en fut averti, tenta de les apaiser par des propositions d'arrangement qui devaient, dans sa pensée, lui donner les mains libres pour régler son différend avec le Négus. Une de ses plus grandes erreurs, si on met à part son attitude de défi envers la Société des Nations, fut de laisser sa presse engager une violente campagne contre l'Angleterre et de concentrer des troupes en Cyrénaïque, à la frontière de l'Egypte.

L'Angleterre refusa donc les arrangements qui lui étaient offerts et se cantonna solidement sur le terrain de la défense du Covenant. Ce faisant, elle obéit à des considérations d'intérêt supérieur et idéaliste, mais qui ont un aspect pratique incontestable. Il est hors de doute, certes, qu'il s'est créé ici une mystique de la Société des Nations, mais cette mystique a été manifestement encouragée, entretenue et développée non seulement par les idéalistes des « League of Nations Unions », mais par le Gouvernement lui-même, c'est-à-dire par des hommes essentiellement réalistes. On se demandera peut-être pourquoi les dirigeants ont jugé que cette attitude servait les intérêts nationaux. Essayons de pénétrer leur pensée.

L'Angleterre, puissance mondiale, ne peut garder la liberté d'action qui lui est nécessaire pour défendre efficacement ses intérêts sur tous les points du globe que si elle évite de se laisser entraîner d'une façon permanente dans les complications européennes. C'est ainsi que s'élabore peu à peu la fameuse doctrine de l'isolement, base d'une politique qui lui permit, pendant plusieurs siècles, de n'intervenir qu'au dernier moment dans les guerres continentales, afin d'y maintenir l'équilibre entre les diverses nations. Elle put pratiquer cette politique tant que la mer fut pour les Îles Britanniques une protection suffisante. Cette situation privilégiée n'existe plus. Le sous-marin et l'avion y ont mis fin. L'Angleterre ne peut plus ignorer aujourd'hui le danger continental, mais les exigences de la défense impériale ne se sont pas atténuées et, aujourd'hui comme hier, elle court des dangers à s'allier à l'avance avec des nations continentales. D'où un double problème à aspect contradictoire que la Société des Nations va cependant lui permettre de résoudre d'une façon satisfaisante. C'est à Genève et par Genève que le Gouvernement britannique peut, sur le plan du droit international, continuer à exercer son influence pour maintenir en Europe cet équilibre qui lui est nécessaire et ne prendre parti qu'au dernier moment pour faire échec à une tentative d'hégémonie. Instrument d'arbitrage continental, la Société des Nations prend ainsi, aux yeux des dirigeants anglais, une valeur qui suffirait à justifier leurs efforts pour empêcher que son autorité soit amoindrie. A cette raison s'en ajoute cependant une autre qui a, elle aussi, une grande valeur et qui est d'ordre impérial.

Jean DUMAS.

(Lire la suite page 3.)

## L'Exposition de Bruxelles fermera dimanche soir

Bruxelles, 1<sup>er</sup> novembre. — Dimanche à minuit, l'Exposition de Bruxelles fermera ses portes.

Pendant six mois, elle aura reçu 19 millions de visiteurs et a réalisé approximativement 35 millions de bénéfices sur les entrées. Elle a remporté un incontestable succès.

Le chiffre total de ses recettes n'est pas encore connu. Celui de ses dépenses est de 220 millions.

Quel que soit le solde définitif, il est certain qu'elle a été un grand stimulant pour l'ensemble de la vie économique du pays. On évalue à un million et demi à deux millions, le nombre des touristes qui sont venus en Belgique pendant la durée de l'Exposition et il ne paraît pas exagéré d'estimer à un milliard les sommes qu'ils y ont dépensées à des titres divers, en billets de chemin de fer, frais d'hôtel et achats de toutes sortes.

Des bâtiments de l'Exposition seront préservés de la démolition : l'ensemble majestueux des grands palais, le hall central où fut installée la gare modèle, les bâtiments ayant composé la galerie d'art ancien et la salle des fêtes.

La cour d'honneur subsistera aussi, avec sa grande fontaine lumineuse, sa perspective d'escaliers d'eau et ses parterres fleuris, ainsi qu'un grand stade, un pavillon offert par la ville de Rome et un planétarium.

Les dirigeants de l'Exposition ont décidé de maintenir le tracé des artères sillonnant l'étendue de l'Exposition, afin qu'elles servent d'amorce à un nouveau quartier.

### LE GÉNÉRAL DENAIN VISITE L'ÉCOLE DE L'AIR

Le général Denain, ministre de l'Air, a visité à Versailles, dans la journée du 1<sup>er</sup> novembre, les nouvelles installations et agrandissements effectués à l'École de l'air, pour accueillir la première promotion des élèves officiers à recrutement direct.

### LE PLUS JEUNE AVIATEUR DE FRANCE



(Ph. France-Press.)  
 M. MICHEL DESREY de Brulogne, âgé de 14 ans, qui vient d'obtenir son brevet de pilote.

### LA MAISON DE LA GRANDE-BRETAGNE A PARIS



La Maison de la Grande-Bretagne à la Cité Universitaire de Paris vient d'être achevée; elle peut loger trois cent cinquante étudiants. Elle sera inaugurée sous peu par le prince de Galles. (Ph. P. Fournier.)

## Les cérémonies de la Toussaint



A PARIS. — M. ALBERT LEBRUN DÉPOSE UNE GERBE DE FLEURS SUR LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU (Ph. P. Fournier.)



A WATTRELOS. — DEVANT LE MONUMENT COMMÉMORATIF (Ph. du J. de R.)



A TOURCOING. — LA MANIFESTATION DES ANCIENS COMBATTANTS AU CIMETIÈRE DU «BLANC-SEAU» (Ph. du J. de R.)  
 En bas, à gauche : M. ABEL-LEVEILLER PRONONÇANT SON DISCOURS (LIRE LES COMPTES RENDUS PAGE 3.)

## UN ATTENTAT CONTRE LE CHEF DU GOUVERNEMENT DE NANKIN

M. Ouang Tching Ouei a été blessé à coups de revolver par un nationaliste qui a été arrêté avec ses deux complices

Changhai, 1<sup>er</sup> novembre. — Vendredi matin au moment où il inaugurait le Congrès du Kuomintang à Nankin, le président du Yuan exécutif et ministre des Affaires étrangères, M. Ouang Tching Ouei a été victime d'un attentat.

Blessé par trois balles au bras, à la joue et à l'abdomen, il a été transporté à l'hôpital dans la voiture du maréchal Tehang Kai Chiek. Ses blessures ne paraissent pas être très graves.

L'agression a été commise par un nationaliste qui a été arrêté avec ses deux complices.

Les membres du gouvernement se rassemblent photographier avant la séance du Kuomintang.

Les auteurs de l'attentat étaient au nombre de trois. L'un d'eux a été blessé par les gardes du corps du président du Conseil. Il a été transporté à l'hôpital où son état est considéré comme grave.

C'est un nommé Sung Peng Ming, employé de la Compagnie gouvernementale chinoise de radiodiffusion, qui a été arrêté.

Il s'agit de nationalistes chinois. La mobile de leur acte serait d'ordre politique. M. Ouang Tching Ouei, en effet, passait pour plus convaincu que tout autre des membres du gouvernement chinois, que la Chine, dans les circonstances présentes n'a pas la possibilité de résister aux demandes de « collaboration » présentées par le gouvernement de Tokio.

(Lire la suite page 3.)

## L'entrée en vigueur des sanctions contre l'Italie serait fixée au 15 novembre

M. PIERRE LAVAL FERA AUJOURD'HUI DEVANT LE COMITÉ DE COORDINATION UN EXPOSÉ DES EFFORTS FRANCO-ANGLAIS EN VUE DU RÈGLEMENT DU CONFLIT

L'entrevue qu'ont eue, vendredi après-midi, MM. Pierre Laval et le baron Aloisi n'a pas amené des changements notables dans la situation.

La présence du délégué de l'Italie à Genève ne doit être interprétée que comme une marque de défiance de la part du Gouvernement de Rome vis-à-vis de la Société des Nations.

Dans l'entourage de la délégation italienne, on déclarait en effet, vendredi soir, que le Palais Chigi ne participait pas aux conversations poursuivies entre le Foreign Office et le Quai d'Orsay, en vue d'un règlement amiable du conflit.

Toutefois, si des propositions concrètes avaient pu être formulées, le Gouvernement de Rome les aurait examinées attentivement.

D'autre part, au cours de la conversation, M. Pierre Laval a indiqué au baron Aloisi les grandes lignes de la déclaration qu'il fera demain devant le Comité de coordination.

C'est vraisemblablement pour se mettre complètement d'accord sur les termes de cette déclaration et celle que fera Sir Samuel Hoare que le Président du Conseil s'est rendu à 20 heures au siège de la délégation britannique, où il a conféré pendant une demi-heure avec le secrétaire d'Etat au Foreign Office.

La déclaration de M. Pierre Laval sera brève. Elle n'entrera pas dans le détail des négociations qui se sont poursuivies entre Paris et Londres. Elle sera entièrement conforme aux indications publiées précédemment. Le Président du Conseil pourra d'ailleurs reprendre demain sa conversation avec les délégués britanniques qui seront ses hôtes à déjeuner, de même que M. Van Zeeland, premier ministre belge.

En effet, la réunion du Comité de coordination devant lequel M. Pierre Laval et Sir Samuel Hoare prendront la parole, sera vraisemblablement reportée à l'après-midi. Le Comité des dix-huit devant se réunir auparavant à 10 heures 30, pour mettre au point les dernières modalités techniques relatives à l'application des sanctions économiques.

M. Pierre Laval rencontrera ensuite le baron Aloisi qui, lui-même, a pris rendez-vous pour demain matin avec Sir Samuel Hoare.

Le chef du Gouvernement français quittera Genève samedi soir.

### M. Pierre Laval confère avec les délégués anglais

Genève, 1<sup>er</sup> novembre. — Sir Samuel Hoare, secrétaire d'Etat au Foreign Office, arrivé vendredi matin à Genève et M. Eden, ministre britannique, chargé des affaires de la S.D.N., se sont rendus à 11 h. 30, au siège de la délégation française où ils ont rencontré M. Pierre Laval.

L'entretien s'est terminé à midi 50. Tous les problèmes soulevés par le conflit italo-éthiopien ont été évoqués.

L'impression recueillie dans les milieux britanniques et français, à l'issue de ce premier échange de vues est satisfaisante.

Le porte-parole officiel de la délégation britannique a déclaré que les ministres se sont trouvés d'accord pour demander lundi, au Comité de coordination de fixer une date aussi proche que possible pour l'application des sanctions.

### Les sanctions entreraient en vigueur le 15 novembre

Cette date paraît devoir être le 15 novembre. La plupart des gouvernements

ont, en effet, indiqué comme souhaitable dans les notes qu'ils ont adressées au secrétaire général de la S.D.N. pour adhérer aux sanctions.

### M. Pierre Laval exposera devant le Comité de coordination les négociations en vue du règlement du conflit

De plus, il a été convenu que samedi soir, M. Pierre Laval fera, devant le Comité une déclaration pour expliquer les idées qui avaient inspiré les négociations poursuivies entre eux, en particulier en vue d'un règlement qui mette fin aux hostilités en Éthiopie.

Ces pourparlers vont continuer, mais jusqu'ici, ils n'ont pu donner de résultats décisifs.

L'impression générale dans les milieux internationaux est que la négociation ne pourra pas aboutir à des résultats concrets avant la mi-novembre, l'attention des hommes d'Etat britanniques étant jusque-là retenue par les élections qui vont avoir lieu le 14 novembre en Angleterre.

### Les réunions du Comité des sanctions

Pendant que des négociations diplomatiques s'engagent au siège des délégations des grandes puissances, le Comité des sanctions poursuit son œuvre au siège de la Société des Nations.

Il se trouve vendredi matin, en présence d'un nouvel afflux de réponses des Gouvernements et la statistique à mettre à l'établissement comme suit :

Embargo sur les armes : 56 sur 56 États membres.

Mesures financières : 40 ; sanctions économiques : 48 ; approbation : 28.

Le Comité des 18 s'est réuni l'après-midi sous la présidence de M. de Vasconcelos (Portugal).

Il a chargé un sous-comité, composé des représentants du Royaume-Uni, de l'Espagne, de la France, de la Grèce, de la Roumanie et de la Yougoslavie d'examiner la question des créances actuellement existantes à l'égard de l'Italie.

Il a décidé en principe que les sanctions seraient appliquées par tous les États qui y ont souscrit à la date qui doit être fixée demain matin le Comité de coordination.

D'autre part, une formule d'appel mutuel va être recherchée, en vue d'aboutir à l'expiration de la période des sanctions, la liquidation des soldes de décrets créanciers vis-à-vis de l'Italie.

La France est intéressée à cette solution.



(Ph. N.Y.T.)  
 Le ras Seyoum



Des représentants éthiopiens sont arrivés vendredi à Paris.